

Eldorado Nucléaire Limitée

En dehors de la stupidité de privatiser l'industrie nucléaire, il faut s'interroger sur la question de savoir si, à long terme, ce secteur peut être rentable pour le secteur privé. De plus, il faut se demander si nous devrions maintenir ce secteur indéfiniment. Ne vaudrait-il pas mieux regarder dans d'autres directions et ne pas donner à des intérêts privés l'occasion de développer l'industrie nucléaire? Ne serait-il pas préférable de s'engager davantage dans l'exploration d'autres sources d'énergie qui seraient renouvelables, non polluantes et basées sur la notion de développement durable? Il y a deux semaines à peine, nous signalions l'existence d'une telle solution, soit la technologie relative à l'hydrogène.

L'initiative proposée menace l'environnement et ne correspond pas du tout à l'engagement pris par le gouvernement de favoriser un développement viable. Je la trouve contestable sur le plan économique, compte tenu de l'initiative des États-Unis de limiter leurs importations d'uranium, ce qui est contraire au principe régissant l'accord de libre-échange. Le gouvernement se propose de lancer une émission d'actions, mesure en vertu de laquelle, comme l'a expliqué mon collègue, les contribuables canadiens vont se défaire d'une société qui leur appartient, pour devoir ensuite assumer une part fort importante des coûts qu'on a calculés devoir atteindre les 350 millions de dollars.

J'avoue que mon intervention est un peu décousue parce que son seul but est de démontrer que, poussés par leur idéologie, le député de Calgary-Ouest et ses collègues refusent de réfléchir aux conséquences de ce qu'ils font, et cherchent à tout prix à réaliser des fusions et d'autres mesures du même genre, par principe. Ils croient qu'ils devraient encourager de telles mesures pour des raisons qui ne sont peut-être pas idéologiques dans certains cas, qui tiennent peut-être davantage de la condescendance dans un certain sens, je suppose. Nous avons certes déjà entendu dire que les fusions ont été économiquement avantageuses pour notre pays. Si c'est le principe qu'on applique en l'occurrence, cela est également contestable.

Je termine en disant qu'il me paraît évident, comme c'est sans doute le cas pour mes collègues à la Chambre, que l'étude du projet de loi devrait être renvoyée à plus tard. Le gouvernement devrait prendre quelque temps pour réfléchir à la question. Je ne pense pas que les députés d'en face veuillent qu'on les accuse encore une fois de faire quelque chose d'irréfléchi et de malavisé. Voici l'occasion pour eux de retirer une initiative, d'y réfléchir et peut-être d'y renoncer.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou observations.

M. Hawkes: Monsieur le Président, les néo-démocrates n'arrêtent pas de se contredire. Le gouvernement NPD du Manitoba est en difficulté en grande partie parce qu'il ne convient pas, à mon avis, que des représentants élus contrôlent certains aspects de la gestion des entreprises publiques. C'est la gestion de sociétés d'État pour laquelle les députés élus n'ont effectivement pas de compétence, qui a attiré des ennuis au gouvernement NPD au Manitoba.

M. Waddell: Où?

M. Hawkes: Où? Nous verrons le jour du scrutin toute l'étendue des difficultés qu'éprouvent les néo-démocrates.

À la lumière des arguments présentés par nos vis-à-vis, les Canadiens se doivent de conclure qu'en votant, ils devront choisir des gens qui savent administrer une mine et une entreprise de transformation. C'est là la logique de leurs arguments; selon eux, les représentants élus sont davantage en mesure de bien administrer une entreprise minière. Je suis désolé, mais ma formation et mon expérience passée ne me préparent pas à la tâche en question. Selon moi, mes électeurs veulent que je protège l'environnement ainsi que la santé et la sécurité publiques et que j'établisse un climat politique permettant aux entreprises d'être florissantes et de créer des emplois. Je suis ici pour aider les gens à réduire leur fardeau fiscal, afin qu'il leur reste davantage d'argent dans leurs poches et qu'ils puissent accroître leur niveau de vie.

Il s'agit en l'occurrence de deux sociétés d'État, l'une appartenant au gouvernement de la Saskatchewan et l'autre, au gouvernement fédéral. Nous souhaitons simplement les fusionner, afin d'obtenir une entreprise plus efficace et de faire en sorte d'accroître les ressources consacrées à la recherche sur des aspects comme l'environnement et de mieux protéger ce dernier. Nous pourrions compter sur de meilleurs services de commercialisation et la nouvelle société, qui sera plus vigoureuse, pourra mieux respecter les normes de santé et de sécurité que nous établissons à la Chambre des communes, comme cela nous incombe.

Je siégeais dans cette enceinte lorsque le gouvernement libéral de l'époque, appuyé en cela par le NPD, a décidé de s'ingérer dans le fonctionnement d'une industrie et d'en prendre le contrôle, de bien des façons, alors que les députés n'avaient pas les compétences voulues pour le faire. Il s'agissait de l'industrie pétrolière. L'initiative en question a donné lieu à des suppressions d'emplois, des problèmes familiaux et des suicides. Le taux de chômage est passé de 4 p. 100 à 12 p. 100, parce qu'un petit groupe d'hommes politiques se prenant pour des génies universels, ont décidé qu'ils pouvaient diriger le monde. Eh bien, nous en sommes incapables. Nous ne devrions pas non plus nous charger d'administrer une entreprise minière. Nous n'avons pas été élus pour le faire.

Il y a des années, lorsque les marchés s'ouvraient à peine, que la technologie était toute nouvelle et que les investisseurs privés n'avaient aucune expérience dans le domaine, il convenait peut-être que le gouvernement apporte sa contribution à des projets. Cependant, en l'occurrence, il s'agit d'une entreprise qui fait appel à une technologie hautement perfectionnée et qui est extrêmement compétitive sur le marché mondial. Nous devons pouvoir compter sur des entreprises vigoureuses comme la société concernée, afin de pouvoir faire face à la concurrence sur les marchés mondiaux. Voilà l'objet de ce projet de loi. Il faut que l'entreprise soit contrôlée et gérée par des gens qui s'y connaissent, non pas par des politiciens qui n'y connaissent rien.